

ESSAI

Henry Laurens :

« Inventaire égyptien »

Une nouvelle description de l'Égypte enregistre les transformations du pays au XXe siècle, et plus particulièrement après la révolution de 1952.

Propos recueillis par
2011-06-02

Il y a près de deux siècles, la Description de l'Égypte des savants de l'expédition de Bonaparte dressait un État moderne de l'Égypte. C'est un tour de force presque équivalent que la quarantaine de chercheurs français et égyptiens nous livre dans ce très gros volume qui, coïncidence du calendrier, paraît juste au lendemain de la chute du régime de Hosni Moubarak. Les deux ouvrages sont des inventaires avant transformation, d'où la particulière importance de ce genre de bilan.

Cette nouvelle description de l'Égypte enregistre les transformations du pays au XXe siècle, et plus particulièrement après la révolution de 1952. L'ordre de l'ouvrage part des infrastructures matérielles pour terminer sur l'évolution intellectuelle. On commence donc par la démographie, préliminaire obligé : 79 millions d'habitants sur 35 000 kilomètres carrés habitables (3,5 % de la superficie du pays), une transition démographique en cours mais au déroulement chaotique. Le nombre d'enfants par femme passe néanmoins en un demi-siècle de plus de 6 à 3. L'espace habité est étroit et dense, les campagnes forment une « rurapolis » tellement l'habitat est devenu continu et dense. On constate une certaine égalisation des conditions entre les campagnes, la province et la capitale.

L'Égypte contemporaine se caractérise par le passage d'une économie socialisée à une économie de plus en plus libéralisée. L'État et la société ne peuvent pas fournir des emplois réguliers à la totalité de la population, d'où l'importance considérable de l'économie informelle et d'un habitat très largement illégal. On est là au cœur du paradoxe égyptien, un État bureaucratique et centralisé qui n'arrive pas à se faire obéir parce qu'il n'est pas capable de fournir les services requis par la population.

La pression sociale impose une forte moralité des mœurs, mais la dégradation continue de l'environnement ne semble pas susciter une forte réaction des intéressés par manque de pouvoir et de possibilités d'intervention. C'est là un constat d'ordre général : le bilan économique et social des dernières décennies n'est pas déshonorant, mais l'absence de structure politique de participation réelle des habitants freine considérablement les progrès. L'accroissement considérable des écarts sociaux contribue largement à cet état de fait. On retrouve ces constats dans l'évolution politique du pays. Des acquis considérables ont été obtenus : la libération du pays de la domination étrangère, un rôle important sur la scène politique internationale, une consolidation de l'État et le maintien de l'ordre public. L'autoritarisme du système se double d'un clientélisme et d'une petite corruption quotidienne qui limite l'émergence d'une société civile et d'un esprit citoyen. La montée du mécontentement social ne trouve pas de traduction institutionnelle qui pourrait le canaliser. Il en est de même pour l'économie. Si les avancées récentes sont incontestables, l'Égypte a encore du chemin à parcourir pour passer au statut de « nouveau pays industrialisé » et pour transformer une croissance économique réelle en « développement ». En fait, dans tous les secteurs, on a un bilan en demi-teinte. C'est tout aussi bien le cas de la santé et de l'enseignement.